

Les dépenses publiques d'investissement et l'investissement privé domestique au Cameroun: Une Analyse vectorielle Autorégressive

Public investment expenditure and domestic private investment in Cameroon: Autoregressive Vector Analysis

Mana ABDOULKARIM, (Doctorant en Sciences Économiques)

*Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Ngaoundéré, Cameroun*

Donatien EZE EZE, (Maitre de Conférences)

*Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Ngaoundéré, Cameroun*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Économiques et de Gestion BP : 454 NGAOUNDERE Université de Ngaoundéré Cameroun Téléphone : (237) 222 25 40 38/ 242 68 70 44
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	ABDOULKARIM, M., & EZE EZE, D. (2024). Les dépenses publiques d'investissement et l'investissement privé domestique au Cameroun: Une Analyse vectorielle Autorégressive. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 5(7), 42-60. https://doi.org/10.5281/zenodo.12638874
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: June 01, 2024

Accepted: July 02, 2024

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 5, Issue 7 (2024)

Les dépenses publiques d'investissement et l'investissement privé domestique au Cameroun : Une Analyse Vectorielle Autorégressive

Résumé :

Ce travail tente d'étudier l'effet des dépenses publiques d'investissement sur l'investissement privé domestique au Cameroun au cours de la période 1982-2021. La question centrale de cette étude porte sur les relations qui existent entre les dépenses publiques d'investissement et l'investissement privé domestique au Cameroun. Pour atteindre nos objectifs, nous avons opté pour une analyse vectorielle autorégressive (VAR) sur des données temporelles pour pouvoir capter les effets simultanés de nos variables d'étude sur chacune des variables choisies à l'échelle nationale. Les résultats empiriques font ressortir de notre modèle VAR que l'investissement public encourage l'investissement privé domestique au Cameroun bien qu'il présente un effet inverse non significatif sur d'autres périodes en considérant les critères de retard précisés par Akiake. Ainsi, les dépenses publiques d'investissement ont un effet positif sur l'investissement privé au Cameroun il s'agit d'un effet d'entraînement entre ces agrégats bien qu'en fonction du retard dans le modèle, l'effet d'éviction est aussi observé. Sur la base de ce constat, nous avons recommandé comme politique de complément de développement au gouvernement et à ceux du secteur privé, en soulignant que l'État camerounais devrait se concentrer sur le développement et l'entretien des infrastructures, l'éducation, l'industrialisation, la bonne gouvernance et la sécurité aux dépens des dépenses superflues à caractère politique sans évaluation économique.

Mots clés : Dépenses publiques, investissement public, investissement privé, Analyse Vectorielle Autorégressive, effet d'entraînement, effet d'éviction.

JEL Classification : E22-H52-H54-R42

Type du papier : Recherche Appliquée

Abstract:

This work attempts to study the effect of public investment expenditure on domestic private investment in Cameroon during the period 1982-2021. The central question of this study concerns the relationships that exist between public investment expenditure and domestic private investment in Cameroon. To achieve our objectives, we opted for a vector autoregressive (VAR) analysis on time series data to capture the simultaneous effects of our study variables on each of the chosen variables at the national level. The empirical results from our VAR model show that public investment encourages private domestic investment in Cameroon, although it presents an insignificant inverse effect in other periods when considering the lag criteria specified by Akiake. Thus, public investment expenditure has a positive effect on private investment in Cameroon, indicating a crowding-in effect between these aggregates, although depending on the lag in the model, a crowding-out effect is also observed. Based on this finding, we recommended as a complementary development policy to the government and the private sector that the Cameroonian state should focus on the development and maintenance of infrastructure, education, industrialization, good governance, and security at the expense of superfluous political expenditures without economic evaluation.

Keywords: Public expenditure, public investment, private investment, Vector Autoregressive Analysis, crowding-in effect, crowding-out effect.

Classification JEL: E22-H52-H54-R42

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

Depuis la dernière grande crise en 2008, l'idée de l'interventionnisme étatique dans l'économie a repris une place capitale. Ainsi, le débat incessant autour de l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie depuis Adam Smith jusqu'à Ricardo force à croire qu'il est question de clarifier la légitimité ou non de la présence publique dans l'activité économique d'un pays. L'analyse du rôle de l'État dans la sphère économique, notamment sur les réponses à apporter face aux crises, à la conjoncture économique et dans les questions liées à la croissance économique, a cependant connu des développements importants à partir des années 1980 avec les théories de la croissance endogène.

Le débat incessant et persistant entre orthodoxes et hétérodoxe pousse à s'interroger sur la légitimité de l'intervention de l'État dans l'économie. Cette interrogation est donc disséquée en deux pôles: celui de la nécessité de l'action gouvernementale dans les affaires économiques et celui de l'écart de l'État des activités qui s'éloignent de ses fonctions régaliennes habituelles présentées par (Musgrave, 1959) qui limite ce dernier aux fonctions de stabilisation, d'allocation et de redistribution. À travers les fondements théoriques de l'intervention de l'État dans l'activité économique, il apparaît que son rôle a toujours été au centre des débats entre les économistes. Les opinions divergent à travers l'histoire entre les différentes écoles de la pensée économique. En effet, on distingue les approches essentielles qui ont mis l'Intervention de l'État au centre de leur analyse à savoir : l'approche néo-classique qui légitime l'intervention de l'État à condition qu'elle vise à maintenir les conditions d'équilibre en présence de défaillances de marché et l'approche keynésienne qui considère que l'interventionnisme de l'État, en tant qu'entité organique, ne peut se justifier qu'en se situant dans ce courant.

Pour certains pays en développement, la relance économique est assurée par l'État et pour d'autres, le secteur privé reste le moteur important de croissance économique. Cette vision dichotomique montre à travers des études menées dans ces pays-là que d'une part l'action étatique influe positivement sur les activités du secteur privé (Odedokun, 1997) et (Atukeren, 2005) ; d'autre part l'on enregistre un effet d'éviction (Voss, 2002) et (Kustepeli, 2005).

Depuis 1960, il y'a eu au Cameroun un changement de l'ordonnance de l'investissement et l'on note une coexistence entre le secteur public et le secteur privé. Ceci conduit à une question relativement simple, celle de savoir : quel secteur faut-il mettre au premier plan pour booster l'économie camerounaise ? Une question qui mérite une réponse aussi bien claire que scientifique. La croissance camerounaise a été tirée par l'investissement public, moyennant un endettement en augmentation rapide avant de ralentir à nouveau en 2019 (3,7%). La dette publique représentait 40,9% du PIB en 2019 contre 21,5% en 2014 (Banque mondiale). Pour le FMI, la crise sanitaire mondiale le Covid19 a révisé sa prévision en croissance de 3,8% à -3,5% en 2020 contre une moyenne de -3,2% pour l'Afrique subsaharienne. Le Cameroun connaît d'importants dégâts de la maladie à coronavirus. Le déficit budgétaire se creuserait à 4,5% du PIB selon la finance rectificative adoptée au mois de juin et la balance des paiements qui aurait dû se retrouver à l'équilibre afficherait un déficit de 5,7%. Le gouvernement a présenté un plan de réponse socio-économique estimé à 479 Mds FCFA sur trois ans, dont 180 Mds en 2020 (Direction générale du trésor 2021).

Cependant, comme l'a noté (Aschauer, 1989), l'effet précis des dépenses publiques sur l'investissement privé dépend du type de dépenses publiques considéré. Bien que de nombreuses études aient fourni des informations précieuses sur cette question, elle reste encore très controversée. Certaines catégories de dépenses publiques évincent l'investissement privé tandis que d'autres complètent ou attirent l'investissement privé. Au milieu de la vue contradictoire dominante, il est incontestable de mener une étude empirique pour comprendre les effets des dépenses publiques sur l'investissement privé (Aschauer, 1989). L'effet des

dépenses publiques sur l'investissement privé est depuis longtemps une question importante dans les débats sur la politique budgétaire.

De son côté, selon ce que l'histoire économique nous renseigne, John Maynard Keynes a proposé la relance des grands travaux comme solution à la crise de surproduction de 1929. Lesdits travaux sont, en théorie, censés augmenter les dépenses de l'État, particulièrement dans les infrastructures ou investissements publics. Ces derniers élèvent, sur cette base, le niveau de l'emploi, et accroissent la demande effective par le biais des revenus qui en sont distribués. Dépendant plus de la demande effective et de l'efficacité marginale du capital que du niveau du taux d'intérêt, les investissements du secteur privé se trouvent en dernière analyse stimulés. Vu les différents travaux achevés, entamés ou encore en exécution au Cameroun et au regard du principe de multiplicateur keynésien dont les mécanismes viennent d'être évoqués ci-dessus (il est à reconnaître que le multiplicateur keynésien n'est pas à l'abri des critiques), ce papier cherche à connaître les liens entre les investissements du secteur public et ceux réalisés par le secteur privé domestique. Il ne sépare pas cependant les investissements productifs de ceux qui ne le sont pas. Cette distinction n'est pas sans influence sur les résultats trouvés. En outre, il examine les autres variables qui sont de nature à guider le comportement des investisseurs privés au Cameroun.

Sur ces entrefaites, le présent papier pour sa part est organisé, outre cette introduction, autour de trois points fondamentaux. Le premier présente une brève revue de la littérature aussi bien théorique qu'empirique sur les liens entre les deux types d'investissement. La démarche méthodologique est exposée dans le deuxième point. Les résultats de la régression, après nombreux tests d'hypothèse, font l'objet du dernier point avant la conclusion finale.

2. Revue de littérature

Plusieurs positions tant théoriques qu'empiriques sont controversées concernant la place à donner aux dépenses publiques en général dans ses rapports avec l'investissement privé et l'investissement public plus particulièrement sur ses effets sur l'investissement privé. Jusqu'ici les avis ne sont aucunement tranchés entre les auteurs. Ce qui nécessite de faire la lumière sur les contours théoriques et empiriques de la problématique.

2.1. Littérature théorique

Au niveau théorique, l'investissement public (IPU) peut avoir deux effets contradictoires sur l'investissement privé : un effet d'éviction et un effet d'entraînement. Cette partie met en évidence certaines théories de base qui ont été utilisées pour soutenir les effets des dépenses publiques sur l'investissement privé à savoir la théorie keynésienne, la théorie de Musgrave des dépenses publiques, la loi de Wagner et la théorie de l'équivalence Richardienne.

La perspective keynésienne a été proposée par l'économiste britannique; John Maynard Keynes. La théorie est devenue populaire pendant la Grande Dépression des années 1930. Selon Keynes, les dépenses publiques sont un facteur exogène qui peut être utilisé comme un instrument politique pour promouvoir la croissance économique. La pensée keynésienne stipule que les dépenses publiques peuvent contribuer positivement à la croissance économique. Par conséquent, une augmentation de la consommation publique entraînera vraisemblablement une augmentation de l'emploi, de la rentabilité et de l'investissement grâce aux effets multiplicateurs sur la demande globale. En conséquence, les dépenses publiques augmentent la demande globale, ce qui provoque une augmentation de la production en fonction des multiplicateurs de dépenses. La plupart des théories de l'investissement trouvent leur origine dans l'intervention de Keynes (1936) dans les questions macroéconomiques lorsqu'il soutient que l'investissement dépend de l'efficacité marginale du capital, par rapport au taux d'intérêt qui est le coût d'opportunité du capital. Il a mis l'accent sur la volatilité de l'investissement privé étant donné que les investisseurs ne peuvent prédire avec certitude les retours sur investissement. Une

caractéristique importante de la théorie keynésienne est que, bien que l'épargne et l'investissement doivent être identiques ex post, les décisions d'épargne et d'investissement sont généralement prises par des décideurs différents et il n'y a aucune raison pour que l'épargne ex ante soit égale à l'investissement ex ante. La phase suivante de l'évolution de la théorie de l'investissement donne naissance à la théorie de l'accélérateur. Keynes a traditionnellement privilégié la théorie de l'accélérateur tout en faisant abstraction du rôle des coûts des facteurs qui a été le point de départ de la théorie de l'investissement.

La théorie de la croissance des dépenses publiques a été avancée par Musgrave (1959) lorsqu'il a trouvé des changements dans l'élasticité-revenu de la demande de services publics dans trois fourchettes de revenu par habitant. Il a montré qu'à de faibles niveaux de revenu par habitant, la demande de services publics tend à être très faible, car selon lui, ces revenus sont consacrés à la satisfaction des besoins primaires et que lorsque le revenu par habitant commence à augmenter au-dessus de ces niveaux, la demande de services fournis par le secteur public tels que la santé, l'éducation et les transports commence à augmenter en obligeant le gouvernement à augmenter les dépenses à leur égard. Il a observé qu'aux niveaux élevés du revenu par habitant, surtout dans les économies développées, le taux de croissance du secteur public a tendance à baisser au fur et à mesure que les besoins les plus élémentaires sont satisfaits.

Le terme de l'équivalence ricardienne a été inventé par l'économiste américain Robert Barro dans les années 1970 et est devenu par la suite un sujet standard dans les finances publiques et la théorie macroéconomique. Le théorème d'équivalence ricardienne attribué à l'économiste anglais David Ricardo (1772-1823) analyse l'idée que la fiscalité et l'emprunt public constituent des formes équivalentes de financement des dépenses publiques. La raison d'être de ce point de vue est que le gouvernement devrait à l'avenir rembourser sa dette. Si l'on suppose maintenant une économie fermée, le remboursement de la dette se fera par une augmentation des impôts futurs, ce qui signifie que, sur la base de l'hypothèse des anticipations rationnelles, les particuliers augmentent leurs épargnes en achetant les obligations émises par le gouvernement. En d'autres termes, le montant de l'épargne correspond à la taille du déficit public et, par conséquent, le taux d'intérêt reste le même. Cela signifie qu'il n'y a pas d'effet d'éviction de l'investissement privé sur les dépenses publiques et que la demande globale reste la même avec les autres variables réelles de l'économie. Cette théorie postule que les consommateurs sont tournés vers l'avenir et tiennent donc compte des contraintes budgétaires du gouvernement lorsqu'ils prennent leurs décisions de consommation. Effet négatif de l'investissement privé domestique par réduction de la productivité du capital: les économistes de la tradition néoclassique considéraient les particuliers comme des agents économiques rationnels visant toujours à prendre des décisions économiques optimales. Une augmentation des investissements publics entraîne une distorsion du niveau optimal de stock de capital, ce qui amène les investisseurs privés à réduire leur investissement pour ramener le niveau de stock de capital au niveau optimal précédent, provoquant ainsi l'éviction ex ante de l'investissement privé. En d'autres termes, lorsque le gouvernement augmente ses investissements, le coût du capital devient plus élevé que l'avantage ou la productivité qui conduit les investisseurs privés à réduire leurs investissements.

Le financement des dépenses publiques par l'émission de titres de créance augmente la demande totale de fonds à investir ou à épargner dans l'économie. Une demande croissante de fonds à investir exerce une pression à la hausse sur les taux d'intérêt, ce qui rend l'emprunt et donc l'investissement coûteux pour les entreprises privées. La hausse des taux d'intérêt due à la hausse des dépenses publiques financées par l'emprunt entraîne ainsi par la suite une réduction des investissements privés. En effet, elles influencent la fonction de production privée en stimulant la productivité du capital puisqu'elles créent des conditions propices à la production en mettant en place des infrastructures socio-économiques indispensables pour la conduite des activités économiques (Calvo, 1985). Quant à (Aschauer, 1985), il avance l'idée que

l'augmentation de la dépense publique, surtout de l'investissement, stimule la rentabilité du capital privé ; ce qui a un impact sur la production plus supérieure à un relèvement équivalent de la consommation publique. Donc, les dépenses publiques exercent un effet positif sur la productivité globale des facteurs de production du secteur privé. Un regard sur les déterminants de l'IPR domestique permet de distinguer les approches traditionnelle et moderne de la détermination de celui-ci. La perception traditionnelle de l'IPR domestique s'appréhende suivant deux directions : les contraintes de débouchés (capturées par l'accélérateur) et les contraintes financières. Ainsi, la théorie de la croissance endogène, et plus globalement la théorie interventionniste, soutient l'idée selon laquelle l'IPU doit actionner fortement l'IPR domestique. Mais la théorie libérale clame que l'IPU exerce un effet de substitution sur l'IPR domestique de différentes manières : (i) l'éviction de l'IPR domestique par le rationnement quantitatif. En effet, l'accroissement des emprunts publics finançant l'IPU, peut avoir pour effet la baisse de l'offre de fonds nécessaires au financement de l'IPR domestique ; (ii) l'éviction de l'IPR domestique par le taux d'intérêt : un déficit public élevé dû à l'augmentation de l'IPU, peut induire un relèvement du taux d'intérêt qui désappointerait alors l'IPR domestique.

En plus, l'État agissant le plus souvent en monopole dans les secteurs qu'il occupe, les investisseurs privés ne peuvent se lancer dans ces secteurs (effet de substitution). En outre, avec l'augmentation du déficit budgétaire, l'IPU peut étouffer l'IPR domestique par la réduction du crédit disponible au secteur privé ou par l'augmentation des taux d'intérêt ; et ce déficit budgétaire résultant de l'IPU, peut aussi entraîner la constitution d'arriérés de paiement de l'État vis-à-vis des entreprises privées (Endettement interne pouvant décourager l'IPR domestique). Sous un autre angle, une imposition élevée, due à d'énormes IPU, peut avoir un effet néfaste sur la profitabilité attendue et inhiber ainsi l'IPR domestique du fait de l'aversion au risque. L'IPU financé par taxation et imposition sur les rémunérations des ménages, peut ainsi faire décroître la demande de biens future de ceux-ci ; et donc la demande

Par ailleurs, l'excès des dépenses publiques constitue un handicap parce qu'elles pèsent sur la formation du capital. En effet, toute dépense supplémentaire doit être financée, soit par de nouveaux prélèvements, soit par l'emprunt dans le premier cas, la capacité d'épargne des ménages et des entreprises est empruntée ; dans le second cas, une partie d'épargne privée, déjà constituée et en quête d'emploi, sera captée par la puissance publique. C'est ce qu'on appelle effet d'éviction de la dépense publique.

2.2. Littérature empirique

En conséquence du débat théorique ci-dessus, il existe une vaste littérature empirique ayant pour objectif d'analyser la relation qui existe entre les dépenses publiques et l'investissement privé. Des études empiriques sur la relation entre les dépenses publiques et l'investissement privé dans un échantillon de pays prélevés uniquement sur le continent africain ont donné des résultats mitigés. Les études sur l'investissement public et l'investissement privé sont centrées sur l'acceptation ou le rejet de l'hypothèse de l'éviction. Les preuves théoriques discutées ci-dessus montrent que les résultats sont controversés.

Blejer et Khan (1984) ont démontré dans leurs études variées comment l'investissement du secteur public est un support significatif sur l'investissement du secteur privé. La raison en est que le secteur public offre certaines facilités à l'instar des moyens de communication, des routes et d'autres services sociaux, qui permettent d'encourager les activités des entreprises privées.

À cet égard (Ghali kh, 1998) il existe deux relations à long terme entre le niveau d'activité économique mesuré par le PIB et les investissements publics et privés. Contrairement à ces résultats, ceux d'une étude de (Mansouri, 2003) ont montré qu'au Maroc les dépenses publiques en capital ont eu un effet d'entraînement sur l'investissement privé et sur la croissance économique réelle.

Au Cameroun, selon les travaux de (Touna M. et al., 2002), la dette extérieure est déterminée comme un réducteur d'effets du crédit au secteur privé ; les dépenses publiques pour investissement, plutôt que le déficit budgétaire, affectent significativement et négativement l'investissement privé et tout choc sur l'investissement observé au cours d'une année donnée est entièrement résorbé en une année.

En utilisant un modèle de série chronologique basé sur les moindres carrés ordinaires, Mansouri a montré que les dépenses de consommation publique supplantent l'investissement privé et ralentissaient la croissance économique à cause du gaspillage.

Atukeren (2005) pour comprendre la relation entre l'investissement public et privé a utilisé la méthodologie de causalité de Granger pour un échantillon de vingt-cinq pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sur la période 1970-2000. Ses résultats indiquent que l'investissement public attire l'investissement privé domestique. Avec l'utilisation du modèle probit, il a découvert que plus la part de l'implication du gouvernement dans et l'économie est élevée, plus l'ouverture commerciale est faible et plus l'environnement macroéconomique et monétaire est stable, plus la probabilité que l'investissement public puisse évincer l'investissement privé domestique est élevée.

Furceri et Sousa (2009) analysent l'impact des dépenses publiques sur le secteur privé, en évaluant l'existence d'effets d'éviction versus éviction. À l'aide d'un panel de données de 1960 à 2007, leurs conclusions montrent que les dépenses publiques produisent des effets d'éviction importants, en affectant négativement à la fois la consommation privée et l'investissement privé. Kollamparambil et Nicolaou (2011) utilisent des données trimestrielles de 1960 à 2005 pour analyser la nature et la relation entre les dépenses publiques et l'investissement privé en Afrique du Sud. Ils ont découvert que bien que l'investissement public n'attire pas ou n'évince pas l'investissement privé, il exerce un impact indirect sur l'investissement privé par le biais de l'effet accélérateur. En conséquence, ils ont recommandé qu'une politique budgétaire plus proactive soit suggérée pour augmenter le ratio investissement-PIB, ce qui peut stimuler des taux de croissance plus élevés.

Ghassan et Al-Dehailan (2009) étudient la relation d'équilibre à long terme entre l'investissement privé réel et l'investissement public en Arabie saoudite au cours de la période 1968 à 2006 en utilisant un test de co-intégration à seuil qui permet un ajustement asymétrique. Leurs résultats montrent que la stabilité de l'effort d'investissement privé : que l'augmentation de l'investissement public stimule l'investissement privé en deçà du paramètre seuil.

L'impact à long terme des dépenses publiques varie selon les pays: dans une étude utilisant des tests de causalité et basée sur des données annuelles pour la période 1970-2005, (Olaniyan, 2000) a constaté qu'il n'y avait pas de relation à long terme entre les dépenses publiques de santé et l'éducation et le revenu national au Nigeria.

Rehman et al. (2011) ont étudié le sens de la causalité entre le revenu national et les dépenses publiques ainsi que divers aspects des dépenses publiques du Pakistan pour la période 1971-2006. Les résultats de leur étude soutiennent l'existence de la loi de Wagner au Pakistan.

Rehman et al. (2011) soulignent que les ressources allouées aux secteurs de l'éducation et de la santé contribuent à la croissance économique et que le gouvernement devrait adopter des politiques visant à encourager le secteur privé à investir davantage dans l'éducation et la santé. Cette étude conclut que le gouvernement devrait allouer plus de ressources aux secteurs sociaux pour augmenter la productivité.

À l'aide d'un modèle micro-économétrique, prenant en compte le cota relatif du capital, la demande, la profitabilité et le capital est évalué sur des données de panel (Zeufack, 1996) montre qu'au Cameroun et en Côte d'Ivoire, le secteur privé n'a pas réagi positivement aux mesures incitatives, principalement à cause de l'incertitude.

Cependant, suivant l'étude de la (Banque Mondiale, 1996), le manque de crédit s'inscrit en tête des obstacles au développement du secteur privé, suivi de la faiblesse de la demande, et des

problèmes fiscaux. Notamment, 75% des entreprises échantillonnées ont identifié le crédit comme la principale contrainte, lorsque 72% pensent que c'est la faiblesse de la demande qui inhibe le développement du secteur, et 58% attribuent la faible performance aux problèmes fiscaux. En fait, la contrainte de financement du secteur privé au Cameroun a d'abord été décrite par des auteurs comme (Bekolo-Ebe, 1986). Celle-ci est ensuite formalisée par (Fielding, 1995) qui l'analyse, telle qu'elle s'exprimait à la fin des années 70 et au début des années 80, en rapport avec les utilisations du moment des revenus du pétrole. En fait, pour cet auteur, s'il y a eu un rationnement du crédit au Cameroun, celui-ci devait émaner non pas d'une épargne nationale qui a été anormalement faible, mais plutôt de la forme sous laquelle cette épargne a été faite.

Forgha et Mbella (2013) sur leur étude allant de 1980 à 2012 portants sur les dépenses publiques et investissement privé au Cameroun à partir d'un modèle vectoriel autorégressif ont obtenu un résultat qui témoigne que l'investissement public influence positivement l'investissement au Cameroun, mais de façon non significative.

Twaibu Christopher et Bahati Julie (2020) ont fait une étude sur l'investissement public et l'investissement privé dans leurs rapports de substitution ou de complémentarité en RD Congo aussi bien à court terme qu'à long terme pour une période de 15 ans. À l'aide d'un modèle à correction d'erreur vectoriel, les résultats trouvés suggèrent que la relation entre ces deux sources d'investissement est bel et bien celle de complémentarité, quelle que soit la période considérée.

Harbal, A., & Khihel, F. (2023) ont précisé dans leur étude sur Impacts des Interactions entre investissements publics et investissements privés sur l'amélioration du climat des affaires au Maroc que dans la politique économique marocaine, la part de l'investissement privé enregistre un faible impact sur la dynamique économique du Royaume. Pour y remédier, le Maroc est appelé à intégrer la jonction entre investissements publics et privés afin d'équilibrer la balance de l'intervention des deux types d'investissements dans le développement de l'économie nationale. Les données officielles montrent que l'investissement public accapare 60% de la part de l'investissement total au Maroc, tandis que l'investissement privé ne participe qu'à hauteur de 40% de cet investissement global et devant ce constat, le Nouveau Modèle de Développement du Maroc a donc insisté sur la nécessité de lever la part du secteur privé dans l'enrichissement de l'investissement national en déployant toute initiative susceptible d'encourager les investissements, petits et grands, dans une dynamique motivée par des mécanismes étatiques d'incitation à la création de l'emploi.

Pour (Kourad. H, 2024), les territoires sont devenus aujourd'hui des systèmes où se tissent simultanément des relations économiques, sociales, politiques et culturelles. Le niveau local est devenu un terrain propice pour résoudre les problèmes socio-économiques, favorisant ainsi des solutions intersectorielles et participatives. Toutefois, les stratégies de développement territorial, principalement pilotées par le secteur public, se révèlent plus délicates que celles du secteur privé, car elles visent la durabilité tout en prenant en compte les caractéristiques uniques de chaque territoire. Et ainsi les investissements jouent un rôle déterminant en tant que catalyseurs de la compétitivité territoriale.

Gbaguidi A.T & Akiyo.W.F. (2024) dans leur étude avec pour objectif qui était d'examiner l'effet de l'émission des emprunts obligataires sur l'investissement privé dans les pays de l'UEMOA, ont utilisé pour accomplir cette tâche, un modèle de la fonction d'investissement a été spécifié et estimé en considérant l'emprunt public, comme variable indépendante et en contrôlant pour un ensemble de variables. Les propriétés des séries ont été vérifiées à l'aide des tests de racine unitaire tandis que les relations de long terme et de court terme ont été estimées à l'aide du test de co-intégration de Pedroni et du modèle ARDL, respectivement. Les résultats qu'ils ont obtenus montrent que l'émission des emprunts obligataires a une relation positive avec l'investissement privé à long terme, mais une relation statistiquement non significative à court terme. Cela suggère que l'emprunt public n'évince pas l'investissement à long terme.

Amellal.A. (2024) conclut dans son article que la relation entre le public et le privé dans le domaine économique est étroite. Le dernier dépend du premier pour procurer les biens publics et corriger les défaillances des marchés et les externalités négatives, et aussi d'y investir dans les domaines à haut risque et dans les domaines du R&D et de l'innovation hautement risqués pour le secteur privé. Cette mission menée par l'État au profit du secteur privé pose un problème de contrepartie et de partage de risque et de profit entre les deux. Dès lors, le secteur privé doit présenter des avantages à l'État.

À travers les fondements théoriques de l'intervention de l'État dans l'activité économique, il apparaît que son rôle a toujours été au centre des débats entre les économistes. Les opinions divergent à travers l'histoire entre les différentes écoles de la pensée économique. En effet, on distingue les approches essentielles qui ont mis l'Intervention de l'État au centre de leur analyse à savoir : - L'approche néo-classique : qui légitime l'intervention de l'État à condition qu'elle vise à maintenir les conditions d'équilibre en présence de défaillances de marché ; - L'approche Keynésienne considère que l'interventionnisme de l'État, en tant qu'entité organique, ne peut se justifier qu'en se situant dans ce courant.

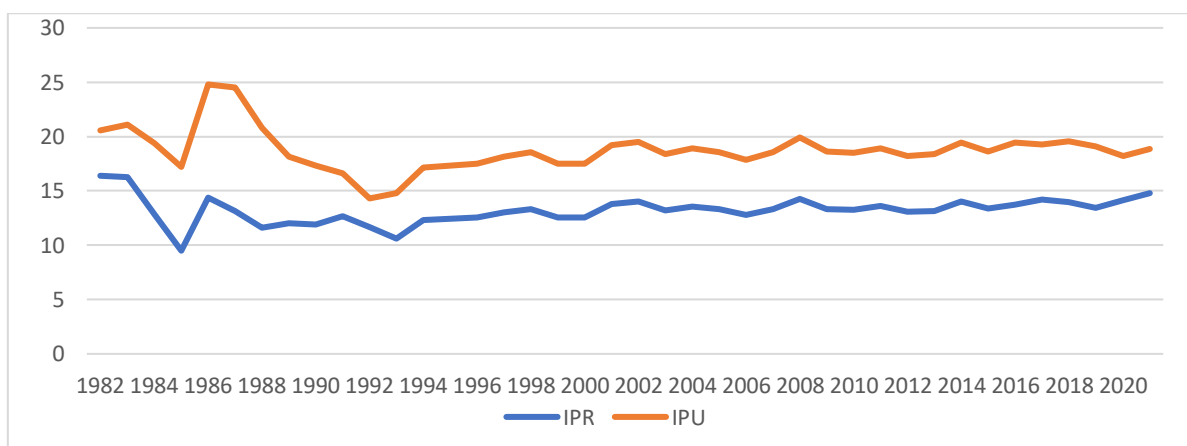
Au terme de cette analyse, nous remarquons donc que les déterminants de l'investissement privé domestique dans les pays en développement sont nombreux et difficiles à classifier, car variant en fonction du contexte de référence. C'est pourquoi nous tiendrons compte par la suite, de certains facteurs spécifiques au Cameroun, et qui seront pris en compte dans le modèle d'analyse que nous allons concevoir.

2.3. Présentation du contexte camerounais

En économie, un investissement est une dépense immédiate destinée à augmenter, à long terme, la richesse de celui qui l'engage. L'investissement correspond donc à l'acquisition de nouveaux biens pour augmenter et améliorer la capacité de production. Au Cameroun la corrélation linéaire entre l'investissement privé domestique et les dépenses publiques d'investissement est positive avec un coefficient de corrélation égale à 0,62 soit 62%, ceci présente une forte corrélation entre ces deux agrégats au Cameroun pour cette étude.

Les investissements privés domestiques du Cameroun ont connu une hausse globale sur la période 1982-2021, soit une hausse moyenne annuelle de 11,6%. Toutefois, il s'en est suivi d'une baisse depuis le début des années 1983 jusqu'en 1985 avant de se rehausser en 1986 avec une accélération forte en 1992. En effet, ce niveau d'investissement privé a baissé à un rythme moyen annuel de -6% entre 1982 et 2021, .L'on note une évolution tendancielle linéaire de l'IPR au Cameroun.

Figure 1 : Évolutions et tendance de l'investissement privé domestique et l'investissement public au Cameroun



Source : L'auteur sur Excel à partir des données de la (WDI)

Concernant les investissements publics, ils se sont plus accrus par rapport aux à l'IPR. Ils ont également connu une phase de baisse entre 1982 et 1992 avant de remonter. En ralentissement dans le privé (+7,4%), l'investissement public (+11,4) a tiré la croissance au Cameroun en 2019. Au cours de l'année 2019 au Cameroun, l'investissement a été plus dynamique dans le public que dans le secteur privé, révèle l'Institut national de la statistique (INS) dans son rapport 2019 sur les « Comptes nationaux », récemment rendu public. Dans le détail, apprend-on, au cours de la période sous revue, l'investissement privé a ralenti, passant de 9,6% en 2018, à seulement 7,4% un an plus tard.

Dans le même temps, souligne l'INS, les dépenses d'investissement dans le public, elles, ont rebondi de façon exponentielle. Concrètement, elles ont progressé de 11,4% en 2019, contre -3,1% en glissement annuel. « Cette évolution s'explique, d'une part, par l'augmentation des dépenses d'investissement public en matériels et appareils électriques, en matériels de transport et en meubles, et d'autre part, par l'accroissement des dépenses en capital de l'État, en vue de l'achèvement des grands projets d'infrastructures, en particulier celles liées aux compétitions internationales de football (CHAN 2021 et CAN 2022, NDRL) »(Mbodiam, 2021) analyse l'INS.

Sur un registre plus global, au cours de l'année 2019, les dépenses d'investissements au Cameroun ont cru de 8,5%, gagnant ainsi 0,7 point par rapport aux 7,8% enregistrés en 2018. Grâce à cette progression, relève l'Institut national de la statistique, ces dépenses ont contribué à hauteur de 2,3 points à la croissance économique du pays, ce qui correspond à une hausse de 0,2 point en glissement annuel.

Pour rappel, selon les « Comptes nationaux », la croissance économique au Cameroun, en 2019, s'est établie à 3,7% du PIB, après avoir culminé à 4,1% du PIB en 2018. Ce ralentissement est consécutif à la persistance de l'insécurité dans certaines localités de la région de l'Extrême-Nord; la crise socio-politique qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis fin 2016 ; et l'incendie de la SONARA, unique raffinerie de pétrole du pays, incident survenu fin mai 2019. Tous ces événements ont eu et continuent d'avoir un impact négatif sur les activités économiques dans le pays. De plus, l'on observe que depuis 2020 malgré la crise sanitaire et les problèmes sécuritaires dans certaines régions du pays, les dépenses publiques d'investissement ont connu une nette augmentation par à l'année qui précède ceci jusqu'en 2022. De même, l'investissement privé domestique quant à lui a évolué et a connu une croissance malgré la période de crise.

Au regard des confrontations et interprétations théoriques et empiriques autour des dépenses publiques d'investissement et l'investissement privé qui précèdent, il nous a été plus approprié de formuler notre hypothèse de recherche qui s'articule comme suit ;

Hypothèse 1 : Les dépenses publiques d'investissement ont un effet positif sur l'investissement privé domestique au Cameroun.

Au terme de cette analyse, nous remarquons donc que les déterminants de l'investissement privé domestique dans les pays en développement sont nombreux et difficiles à classifier, car variant en fonction du contexte de référence. C'est pourquoi nous tiendrons compte par la suite, de certains facteurs spécifiques au Cameroun, et qui seront pris en compte dans le modèle d'analyse que nous allons concevoir pour la vérification empirique de notre hypothèse de recherche.

3. Méthodologie de recherche

Les tendances récentes du niveau d'investissement public et privé au Cameroun montrent une coexistence des deux agrégats et forces donc à conclure que ces derniers évoluent dans le même sens. Ce qui pousserait à une vérification empirique pour pouvoir ressortir une conclusion plus solide basée sur des données tout en suivant une méthodologie appropriée.

Dans cette étude, pour analyser la relation entre l'investissement public et l'investissement privé domestique, une analyse descriptive a été utilisée comme point de départ. Les relations théoriques et l'analyse empirique des variables et de l'investissement privé domestique ont été discutées. Afin d'analyser cette relation entre des dépenses publiques d'investissement et l'investissement privé domestique et de regarder leur tendance, différents outils tels que les tableaux, les pourcentages et les graphiques ont été utilisés pour faire une inférence. L'étude dépend uniquement de données secondaires allant de 1982 à 2021. Différents ensembles de données ont été collectés auprès de diverses sources. Les données sur l'investissement privé domestique et les autres données sur les variables explicatives proviennent des indicateurs de développement de la Banque mondiale (WDI) et pour le taux d'intérêt réel notre source est la BEAC.

En plus de l'analyse descriptive, l'analyse économétrique a été utilisée pour analyser les données. Celles-ci aident à saisir le degré d'influence et les effets des dépenses publiques d'investissement et d'autres variables sur l'investissement privé domestique. Ce faisant, l'investissement public et d'autres variables macroéconomiques censées affecter l'investissement privé domestique sont utilisés comme variables indépendantes et l'investissement privé domestique comme variable dépendante.

Le modèle à estimer sur cette partie de l'étude est le **Vecteur Autorégressif (VAR)**, un modèle statistique développé par (Sims, 1980) qui permet de capturer les interdépendances entre plusieurs séries temporelles. Les avantages de cette modélisation sont nombreux par rapport aux approches traditionnelles des équations structurelles. Outre le fait qu'elle résout le problème d'endogénéité potentielle des variables inhérentes aux modèles structurels, la modélisation VAR permet quatre applications différentes : des prévisions, une analyse en termes de causalité, une simulation de politiques économiques à partir des fonctions de réponses traduisant la propagation des chocs et des décompositions historiques des chocs. De plus, un autre avantage de la VAR ressort de l'étude de (Voss, 2002), où il souligne que le meilleur modèle pour adapter les valeurs de l'investissement privé et public est celui de la VAR, car on peut examiner l'aspect dynamique des investissements privés et publics. Formation de capital sans avoir un modèle structurel spécifié complet. En outre, Voss a noté que l'endogénéité des dépenses publiques est reconnue puisqu'elle doit figurer dans l'étude. La notion de causalité généralement utilisée et que nous retenons ici, est celle de Granger. Une variable Y cause au sens de Granger une variable X si les valeurs passées de Y contribuent à expliquer la valeur contemporaine de x par rapport aux seules valeurs passées de cette dernière. Dans un modèle VAR, les variables sont traitées symétriquement de manière que chacune d'entre elles soit expliquée par ses propres valeurs passées et par les valeurs passées des autres variables. Si l'estimation d'un VAR en différences premières n'est pas appropriée, il convient de ré-paramétriser le modèle sous la forme d'un modèle vectoriel à correction d'erreur.

La forme générale du modèle est donnée dans l'équation (1)

$$IPR = f(IPU, Ti, DCSP, DPUC, INF) \dots \dots \dots (1)$$

Adoptant ce modèle, la présente étude spécifie donc le modèle suivant. Modèle qui pourra être estimé par la suite.

$$IPR_t = \beta_0 + \beta_1 IPU_t + \beta_2 Ti_t + \beta_3 DCSP_t + \beta_4 DPUC_t + \beta_5 INF_t + \mu_t \dots \dots \dots (2)$$

Une transformation logarithmique de toutes les variables est utilisée afin de standardiser les variables. Toutes les variables sont sous forme logarithmique. En effet, les séries exprimées sous forme logarithmique ont pour variances à peu près constantes, tandis que les variances

d'une série de niveaux ont tendance à augmenter avec la taille de l'échantillon. La relation fonctionnelle en forme logarithmique prend la forme suivante :

$$\log IPR_t = \beta_0 + \beta_1 \log IPU_t + \beta_2 \log Ti_t + \beta_3 \log DCSP_t + \beta_4 \log DPUC_t + \beta_5 \log INF_t + \mu_t \dots \dots \dots (3)$$

Où :

IPR est l'investissement privé domestique, **IPU** l'investissement public, **Ti** le Taux d'intérêt réel, **DCSP** Crédit accordé au secteur privé, **DPUC** les dépenses publiques de consommation, **INF** l'inflation et μ_t est le terme d'Erreur englobant tous les autres facteurs déterminants l'investissement privé domestique, mais non pris en compte dans le modèle.

Étant donné que le VAR implique une série d'équations, on suppose que chaque équation contient K valeurs décalées, de sorte que l'équation peut être estimée en utilisant l'approche des moindres carrés ordinaires. Sur la base de la spécification de (3) ci-dessus, nos modèles VAR pourraient être présentés ainsi:

$$\begin{aligned} \mathbf{LogIPR}_t = \sigma &+ \sum_{i=1}^K \beta_i \mathbf{LogIPR}_{t-i} + \sum_{j=1}^K \delta_j \mathbf{LogIPU}_{t-j} + \sum_{m=1}^K \Phi_m \mathbf{LogTi}_{t-m} \\ &+ \sum_{n=1}^K \lambda_n \mathbf{LogDCSP}_{t-n} + \sum_{o=1}^K \varphi_o \mathbf{LogDPUC}_{t-o} + \sum_{p=1}^K \theta_p \mathbf{LogINF}_{t-p} + \mathbf{u}_{1t} \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \mathbf{LogIPU}_t = a &+ \sum_{i=1}^K \beta_i \mathbf{LogIPR}_{t-i} + \sum_{j=1}^K \delta_j \mathbf{LogIPU}_{t-j} + \sum_{m=1}^K \Phi_m \mathbf{LogTi}_{t-m} \\ &+ \sum_{n=1}^K \lambda_n \mathbf{LogDCSP}_{t-n} + \sum_{o=1}^K \varphi_o \mathbf{LogDPUC}_{t-o} + \sum_{p=1}^K \theta_p \mathbf{LogINF}_{t-p} + \mathbf{u}_{2t} \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \mathbf{LogTi}_t = c &+ \sum_{i=1}^K \beta_i \mathbf{LogIPR}_{t-i} + \sum_{j=1}^K \delta_j \mathbf{LogIPU}_{t-j} + \sum_{m=1}^K \Phi_m \mathbf{LogTi}_{t-m} \\ &+ \sum_{n=1}^K \lambda_n \mathbf{LogDCSP}_{t-n} + \sum_{o=1}^K \varphi_o \mathbf{LogDPUC}_{t-o} + \sum_{p=1}^K \theta_p \mathbf{LogINF}_{t-p} + \mathbf{u}_{3t} \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \mathbf{LogDCSP}_t = d &+ \sum_{i=1}^K \beta_i \mathbf{LogIPR}_{t-i} + \sum_{j=1}^K \delta_j \mathbf{LogIPU}_{t-j} + \sum_{m=1}^K \Phi_m \mathbf{LogTi}_{t-m} \\ &+ \sum_{n=1}^K \lambda_n \mathbf{LogDCSP}_{t-n} + \sum_{o=1}^K \varphi_o \mathbf{LogDPUC}_{t-o} + \sum_{p=1}^K \theta_p \mathbf{LogINF}_{t-p} + \mathbf{u}_{4t} \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \mathbf{LogDPUC}_t = b &+ \sum_{i=1}^K \beta_i \mathbf{LogIPR}_{t-i} + \sum_{j=1}^K \delta_j \mathbf{LogIPU}_{t-j} + \sum_{m=1}^K \Phi_m \mathbf{LogTi}_{t-m} \\ &+ \sum_{n=1}^K \lambda_n \mathbf{LogDCSP}_{t-n} + \sum_{o=1}^K \varphi_o \mathbf{LogDPUC}_{t-o} + \sum_{p=1}^K \theta_p \mathbf{LogINF}_{t-p} + \mathbf{u}_{5t} \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{LogINF}_t = e + & \sum_{i=1}^K \beta_i \text{LogIPR}_{t-i} + \sum_{j=1}^K \delta_j \text{LogIPU}_{t-j} + \sum_{m=1}^K \Phi_m \text{LogTi}_{t-m} \\ & + \sum_{n=1}^K \lambda_n \text{LogDCSP}_{t-n} + \sum_{o=1}^K \varphi_o \text{LogDPUC}_{t-o} + \sum_{p=1}^K \theta_p \text{LogINF}_{t-p} + u_{6t} \end{aligned}$$

D'après ce qui précède, les u_t estimés sont les termes d'erreur stochastique également appelés éléments d'impulsion ou de chocs. Cela aide à établir une distinction claire entre la corrélation et la causalité lorsque l'impulsion répond à la fonction. Nous avons également enregistré les variables pour l'estimation directe et l'interprétation des paramètres sous forme d'élasticités. Les résidus u_t représentent le mouvement inexpliqué des variables reflétant l'influence du choc exogène. Il représente également un composite des différents chocs exogènes affectant les variables endogènes du modèle. Cependant, le VAR standard utilisé dans ce travail est limité à deux décalages comme l'explique le modèle.

Cependant, le modèle d'investissement donné dans l'équation (3) impose une condition stricte selon laquelle l'investissement privé domestique est la variable dépendante tandis que les variables du côté droit de l'équation (3) sont indépendantes. Cette condition est introduite de manière ad hoc, car la théorie économique ne fournit pas de preuves suffisantes sur la causalité de plus grande importance entre ces variables. L'investissement pourrait être affecté par les changements de ces variables et, d'autre part, ses variations pourraient également affecter ces variables (Sims, 1972) a fait valoir que la division de la variable en variables endogènes et exogènes, comme cela est fait dans les modèles structurels, est arbitraire et que les modèles VAR pourraient éviter cela en traitant toutes les variables comme endogènes. Il est en outre affirmé que dans le modèle VAR, les effets de variables croisées sont automatiquement inclus, car chaque variable est régressée sur sa propre valeur décalée et les valeurs décalées de toutes les autres variables. Sims (1972) La philosophie de modélisation a été adoptée dans cette étude et le modèle d'accélérateur flexible modifié n'a joué que le rôle d'identification des variables d'intérêt. La VAR récursive a été utilisée pour examiner les interrelations entre un ensemble de variables économiques et pour analyser l'effet dynamique des perturbations aléatoires sur le système de variables. Divers tests de diagnostic ont été effectués pour déterminer la stabilité et la solidité statistique du modèle estimé. Avant l'estimation, nous avons testé la stationnarité des variables en utilisant le test de racine unitaire comme le test Augmented Dickey Fuller et le test Phillip Peron, le NG peron etc pour vérifier le niveau de stationnarité des variables incluses et pour éviter des résultats faux. Le test de causalité de Granger comme le test de co-intégration de Jurgenson est effectué pour permettre au résultat de montrer le niveau de causalité entre les variables utilisées dans le modèle étant donné que les variables sont stationnaires au même niveau. Pour déterminer le nombre de retardés utilisés, les critères d'information Akiake et les critères de Schwarz ont été utilisés. De plus, du fait que la corrélation sérielle est un problème majeur lors de l'utilisation de la technique VAR, cette étude utilise les statistiques Braisch LM et les tests de Portmanteau, pour tester l'existence d'une corrélation sérielle.

4. Résultats et discussion

Avant les résultats du vecteur autorégressif, il convient de rappeler les résultats des différents tests de spécification effectués plus haut. Le test de stationnarité des variables soutient fortement l'hypothèse que les variables utilisées dans notre premier modèle sont stationnaires d'ordre zéro $I(0)$. Les variables de notre modèle sont co-intégrées; ce qui veut dire une relation d'équilibre à long terme existe entre elles, le modèle a été ré-paramétré sous la forme d'un modèle vectoriel à correction d'erreur après le passage aux fonctions de réponse impulsionnelle qui d'ailleurs n'indique pas une grande tendance et ne permet pas une conclusion satisfaisante

pour notre période d'étude allant de 1982 à 2021. De plus, du fait que la corrélation sérielle est un problème majeur lors de l'utilisation de la technique VAR, cette étude utilise les statistiques Braisch LM et les tests de Portmanteau, pour tester l'existence d'une corrélation sérielle. Ces résultats sont présentés et discutés ci-dessous :

Table 1: Résultats de l'estimation du modèle Vectoriel autorégressive

Variables	Log (IPR)	Log (IPU)	Log(TI)	Log (DPUC)	Log (DCSP)	Log (INF)
Log IPR (-1)	-0.1167014 (-0.46)	0.8105933 (-3.31)*	-0.0464321 (-0.78)	0.0338399 (0.50)	-0.5272534 (-1.19)	1.275309 (0.90)
Log IPR (-2)	-0.0999823 (-0.36)	0.1479444 (0.55)*	-0.1844885 (-2.83)*	-0.1257871 (-1.69)***	-0.3358988 (-0.69)	6.931676 (4.44)*
Log IPU (-1)	0.2205886 (0.74)*	1.243819 (4.26)*	-0.0325104 (-0.46)	0.0647737 (0.80)	0.7543455 (1.43)	-3.439367 (-2.03)**
Log IPU (-2)	0.1326861 (0,36)*	-0.3944378 (-1.11)	0.1957745 (2.28)**	0.1050157 (1.07)	0.7097265 (1.11)	-6.094066 (-2.96)*
LogTI (-1)	-0.114602 (-0.18)	-0.6049045 (-0.96)	0.1861757 (1.22)	0.049901 (0.29)	-1.771765 (-1.56)	-3.871547 (-1.06)
LogTI (-2)	-0.3122097 (-0.54)	0.2445087 (0.43)	0.3720389 (2.72)*	0.3762143 (2.41)***	-0.1129161 (-0.11)	-7.069313 (-2.15)**
Log DPUC (-1)	1.418908 (2.16) **	1.117178 (1.75)***	-0.5975432 (-3.86)*	0.6409425 (3.62)*	-0.6925378 (-0.60)	-4.900544 (-1.32)
Log DPUC (-2)	-0.5249569 (-0.85)	-0.6613638 (-1.10)	0.3227419 (2.22)**	0.447304 (2.69) *	0.6636288 (0.61)	-5.917102 (-1.69)***
Log DCSP (-1)	0.1799016 (1.88)***	0.04943 (0.53)	0.0981655 (4.35)*	0.0236159 (0.92)	0.9253978 (5.50)*	-1.160965 (-2.14)***
Log DCSP (-2)	-0.2123899 (-2.28)**	-0.0726657 (-0.80)	-0.12156 (-5.53)*	-0.0092928 (-0.37)	-0.1892975 (-1.15)	0.8108393 (1.54)
Log INF (-1)	0.0329093 (0.98)	0.0071231 (0.22)	0.0111263 (1.40)	0.0106305 (1.17)	-0.0236763 (-0.40)	-0.7093546 (-3.72)*
Log INF (-2)	-0.0110995 (-0.34)	0.0338591 (1.06)	0.0054964 (0.71)	0.0204086 (2.31)**	-0.0039782 (-0.07)	-0.4272814 (-2.30)**
R-squared	0.5145	0.6539	0.8631	0.8647	0.9509	0.7801
RMSE	0.072663	0.070777	0.017132	0.019584	0.127794	0.411007
Paramètre	13	13	13	13	13	13
Chi2	40.26466	71.78133	239.6637	242.9388	736.1736	134.7986
Prob>Chi2	0.0001	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000

Source : Estimations de l'Auteur sur Stata MP/16.0.

Après les estimations, nous procédons pour à l'interprétation économique et économétrique des résultats pour pouvoir ressortir des recommandations de politique économique.

Les résultats des estimations des modèles vectoriels de l'investissement privé domestique (IPR) démontrent que cet agrégat a été impacté dans le temps par nombre d'autres agrégats qui ont perturbé la tendance de l'investissement privé intérieur pour le cas du Cameroun.

Nos résultats démontrent pour l'IPU dans ses rapports avec l'IPR pour notre période d'étude que ce dernier impact positivement et de façon significative pour le décalage (-1) et (-2) avec le nombre de retards précisé par le critère de retard imposé par le modèle soit (-2). Ces résultats montrent également la relation de court et de long terme entre les différentes variables de l'étude et l'IPR. En effet, concernant particulièrement l'IPU, l'on a un coefficient positif pour une variation d'un pour cent de l'IPU, l'IPR varie de 0,22% l'année suivante. Pour le second décalage l'impact est resté également le même. En somme, pour un décalage d'ordre deux indiqué par le critère d'AIC, l'on constate qu'au Cameroun l'IPU influence positivement et de façon significative à 1% l'IPR pour notre période d'étude. L'effet d'entraînement est donc observé à la première et la seconde période de retard dans cette étude.

L'investissement privé domestique est fortement influencé par des variables telles que le taux d'intérêt réel, le crédit accordé au secteur privé (DCSP), les dépenses publiques de

consommation, l'inflation et juste positivement, mais pas de façon significative par l'investissement public. Une observation peut être faite sur l'équation d'IPR ci-dessus que les deux décalages de l'IPU ont un impact positif et négatif en courte période sur l'investissement privé domestique. Ce qui est conforme aux résultats obtenus par (Forgha et Mbella, 2013) bien que dans notre cas l'impact étant positif n'étant pas significatif sur les retards deux ans de l'IPU. Pour ainsi démontrer qu'au Cameroun l'investissement public impact positivement le secteur privé domestique dans une relation de long terme. Ceci diverge avec la thèse néoclassique qui soutient l'effet d'éviction pour rejoindre l'idée des interventionnistes pour un retard.

Par ailleurs, pour deux retards l'IPU a un effet positif et significatif sur l'IPR. Ceci est inverse à l'étude de (Kollamparambil et nicolaou, 2011) et (kustepeli, 2005), mais rejoint les résultats des études récentes sur la question comme les travaux de (Amellal.A., 2024), (Gbaguidi A.T & Akiyo.W.F., 2024) ou (Kourad. H, 2024), pour ainsi dire une éviction vis-à-vis de l'IPR n'est pas observée au Cameroun.

Nos constatations sur les résultats selon lesquelles les dépenses publiques d'investissement sont positives et influencent de manière significative l'investissement privé domestique au cours de notre période d'étude au Cameroun nous justifient de l'effet entrainement du secteur public sur le secteur privé domestique à long terme. Et d'autre part un effet négatif léger est observé. Le modèle montre un bon ajustement, et son rapport F justifiait que les résultats soient fiables à plus de 95%. Ce qui nous permet de juger de la validité de notre hypothèse de recherche.

À partir de la table 1, nous observons que les dépenses publiques d'investissement des années précédentes affectent significativement les dépenses de l'année en cours. Précisément, le résultat prédit qu'une augmentation en pourcentage d'IPU de l'année dernière [IPU (-1)], ou une diminution dans l'avant-dernière année [IPU (-2)] l'IPU actuel respectivement de 1.24% et -0.39%.

La variation de l'IPR au Cameroun est également fortement influencée par le niveau de taux d'intérêt réel, le constat à faire est que pour des taux élevés l'IPR diminue. Pour notre cas on observe que pour une variation en pourcentage du Taux d'intérêt, l'IPR varie de -0.184%.

En outre, une augmentation en pourcentage en un an de l'investissement privé domestique se traduit par une diminution de -0.81% des IPU. Cela implique que lorsque l'investissement privé intérieur est positif, l'État réduit son niveau d'investissement pour privilégier le secteur privé qui semble plus productif. Ceci est conforme à l'étude de (Aschauer, 1989). Le coefficient des DPUC montre qu'un an de retard des DPUC, influence positivement l'IPU actuel au Cameroun, mais dès la seconde période l'effet inverse est observé. Cela signifie que plus les dépenses publiques ne sont tournées que vers la consommation, moins l'État investit. Pour que les IPU augmentent au cours de l'année en cours, le volume total des dépenses publiques de consommation dans le pays au cours de la période précédente devrait diminuer.

Sur la base de la valeur du R-carré, il a indiqué qu'environ **65,39%** de variation de IPU est expliquée par les variables incluses dans le modèle.

Les estimations de la VAR pour la stabilité économique révèlent qu'un décalage d'un an et de deux ans d'IPU a une incidence significative négative respectivement sur le niveau d'INF. Une variation en pourcentage de l'INF s'explique par une augmentation de 0.032% de l'IPR de l'année précédente. Cela dénote le fait que l'offre par les entreprises privées du pays est très faible du fait de la faiblesse des prix sur le marché. Nos résultats montrent qu'un certain niveau d'INF pourrait positivement impacter sur l'incitation des agents privés à davantage investir compte tenu des prix qui sont élevés. Ce résultat convergent avec celui de (Ghura & Goodwin, 2000) qui ont rapporté que l'inflation pourrait avoir un effet positif sur l'investissement privé. Aussi, avec deux retards l'on observe le ralentissement et l'impact négatif qu'a l'INF sur le niveau d'IPR.

Par conséquent, il peut être déduit de cette analyse qu'il existe un double effet entre IPU et IPR. Cela implique qu'ils se sont déplacés dans les mêmes directions ou que l'un évince l'autre.

Sur la base des estimations du modèle VAR des dépenses publiques d'investissement, on peut observer que l'investissement privé domestique de l'année précédente a un impact positif sur les dépenses publiques d'investissement.

Les résultats macroéconomiques de l'estimation VAR de l'investissement privé domestique montrent que les dépenses publiques d'investissement ont un impact positif sur l'investissement privé domestique au cours de notre période d'étude. Ceci est dû au fait que les IPU sont efficacement établis pour permettre aux deux secteurs public et privé de coexister et d'autre part parce que l'État prend en compte ce tissu privé et parfois redirige sa politique d'investissement vers ce secteur privé pour ainsi dire l'État mise d'une façon ou d'une autre sur le privé au Cameroun pour redonner vie à son économie. Ceci est conforme aux travaux de (Kustepeli, 2005). De l'autre côté ce qu'il faut comprendre avec cet effet négatif de l'IPU sur l'IPR est que les dépenses publiques d'investissement sont généralement financées par des déficits publics et parfois par des endettements extérieurs ce qui entraîne par la suite un resserrement et une éviction évidente de l'IPR dû à l'augmentation des impôts et taxes pour recouvrir l'écart creusé par le déficit.

De là donc il est impératif pour nous d'affiner une conclusion sur notre hypothèse de recherche qui est non rejetée en affirmant que les dépenses publiques d'investissement entraînent à l'investissement privé domestique au Cameroun.

5. Conclusion

Cette étude tente d'étudier l'effet des dépenses publiques d'investissement sur l'investissement privé au Cameroun au cours de la période 1982-2021. La question centrale de cette étude porte sur les relations qui existent entre les dépenses publiques d'investissement et l'investissement privé domestique au Cameroun. Pour atteindre nos objectifs, nous avons adopté un modèle vectoriel autorégressif (VAR) comme méthodologie pour éclairer la relation économique entre l'investissement privé domestique et l'investissement public au Cameroun. Le résultat de la corrélation révèle pour notre période d'étude une double relation entre l'investissement public et l'investissement privé domestique au Cameroun. Les résultats du VAR montrent que les dépenses publiques d'investissement mobilisent l'investissement privé domestique au Cameroun pour une période, mais l'effet négatif est observé pour un certain nombre d'écarts.

Par conséquent, pour que les investissements publics mobilisent davantage les investissements privés intérieurs au Cameroun, les résolutions gouvernementales doivent être centrées d'une part sur une concentration forte des investissements publics dans les domaines du développement et de l'entretien des infrastructures, de l'éducation et de la recherche, de l'industrialisation et de la sécurité au détriment des dépenses superflues qui sont d'ordre politique avec peu ou pas de considération économique qui pourrait influencer positivement le secteur privé et garantir une prospérité interne du pays voir à l'extérieur également. D'autre part, la décentralisation pourrait être un facteur important pour fluidifier la circulation des biens et des personnes, faciliter les activités dans le même ordre d'idée avec l'élimination de la rigidité structurelle telle que les haltes de contrôle qui sont de plus en plus présent sur toute l'étendue du territoire.

En outre, on observe également que le crédit accordé au secteur privé influence le niveau d'investissement de ce secteur-là. Ainsi donc une politique de facilitation de l'accès au crédit en harmonisant des taux d'intérêt liés au crédit est nécessaire, car l'on note que le niveau des taux d'intérêt est très élevé et que les banques appliquent des taux d'intérêt différents au Cameroun.

D'un autre côté, l'allègement lié aux taxes et des incitations fiscales peut susciter chez les investisseurs un engouement à revoir à la hausse leur niveau d'investissement. L'État pourrait également augmenter les dépenses publiques dans les secteurs réels, ce qui devrait avoir un effet accélérateur sur l'augmentation de l'investissement privé domestique et l'augmentation du

ratio investissement / PIB du Cameroun. Un partenariat public/privé dans un but commun étant le développement des secteurs réels est un additif nécessaire, donc fortement recommandé pour un développement efficace et efficient au Cameroun. Aussi et surtout les pouvoirs publics doivent suivre régulièrement l'exécution effective des BIP sur tout le triangle national pour ainsi réarmer le pays du côté infrastructurel et permettre aussi tissu privé intérieur de se mouvoir et faire prospérer l'économie camerounaise.

En fin la stabilité des prix dans le pays pourrait également stimuler le secteur privé intérieur à investir encore davantage, car nous constatons dans nos résultats l'impact de l'Inflation sur l'investissement privé domestique et vice versa.

Cette étude fait ressortir un certain nombre des limites et de ce fait reste critiquable. Premièrement, cette étude a restreint le champ d'analyse et s'est juste centrée sur le cas camerounais. Nous avons pour notre cas pris en considération juste l'investissement public et l'investissement privé domestique c'est-à-dire l'investissement privé d'origine interne, celui d'origine extérieure n'est pas abordé ici ce qui est une limite à cette étude. En second lieu, les données collectées sont des données secondaires, d'autres sont incomplètes, ce qui pourrait être également une insuffisance à cette étude.

Vu les limites de cette étude, pour tenter d'apporter une retouche et une amélioration à notre travail de recherche, nous pourrions dans un premier volet élargir le champ d'action en touchant la zone CEMAC, ou pour davantage traiter les questions liées à toute l'Afrique subsaharienne voir les pays en développement et dans un second volet intégrer dans l'étude l'investissement privé d'origine extérieure c'est-à-dire les investissements directs étrangers (IDE) pour capter l'aspect général et plus complet de la relation entre les dépenses publiques d'investissement et l'investissement privé, aussi essayer de capter les aspects régionaux de nos agrégats pourrait également être intéressant.

Références :

- (1). Amellal.A. (2024). «Le fond Mohammed VI pour l'investissement : quel apport dans la dynamisation de l'investissement privé au Maroc ? », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 5 : Numéro 6 » pp : 188 -210.
- (2). Aschauer D.A. (1985). "Fiscal policy and aggregate demand." *American Economic Review*, 75, march, 117-27.
- (3). Aschauer, D. A. (1989). "Is Public Expenditure Productive?" *Journal of Monetary Economics*, 23, 2, 177–200.
- (4). Atukeren E. (2005). "Interactions between Public and Private Investment: Evidence from Developing Countries". *Kyklos*. 58, 3, 307-330.
- (5). Badawi A. (2003). Private capital formation and public investment in Sudan: testing the substitutability and complementarity hypotheses in a growth framework., *Journal of International Development*, 15, 6, 783-799.
- (6). Bakare A.s (2011). "A Theoretical Analysis of Capital Formation and Growth in Nigeria" *Far East Journal of Psychology and Business*, 3, 2, 11-24
- (7). Banque Mondiale (1996). *Le défi : mettre en valeur des ressources inexploitées ; évaluation du secteur privé au Cameroun*, 28 juin.
- (8). Beitone A., Antoine C. et Estelle H. (2019). *Dictionnaire de science économique*, Dunod, (6e éd.)
- (9). Bende-Nabende A. and Slater (2003). The interaction between FDI, output and the spillover variables: co-integration and VAR analyses for APEC, 1965-1999. *Applied Economics Letters*, 10, 3, 165-172.

- (10). Blejer, M. and Khan M. (1984). Private investment in developing countries. *Finances and Development, Washington D.C.*, 21, 26-29.
- (11). Bucci, A. and Del Bo, C. (2012). "On the interaction between public and private capital in economic growth", *Journal of Economics*, 106 (2), pp. 133-152
- (12). Christopher T. et Julie B. (2020). Investissement public et investissement privé en RD Congo, *An. Unigom*, X, 2, 312-315.
- (13). Direction générale du Budget/Ministère des finances (2020). Lois de finance du Cameroun 2019-2020, Yaoundé.
- (14). Forgha N.G. and Mbella E.M (2013). Public Expenditure and Private Investment in Cameroon. A Vector Autoregressive Approach. *Journal of Emerging Issues in Economics, Finance and Banking (JEIEFB)*, 2, 4-24.
- (15). Furceri D. and Sousa R-M. (2009). "The Impact of Government Spending on the Private Sector: Crowding-out versus Crowding-in Effects", *Working Paper Series*, NIPE WP 6, Universidade do Minho.
- (16). Gatawa N. M, and Bello M. Z, (2010). "An Analysis of the Effect of Government Expenditure On Gross Domestic Private Investment in Nigeria", *European Scientific Journal*, 8, 17, 48-53.
- (17). Gbaguidi A.T & Akiyo.W.F. (2024). « Réexamen des effets de l'émission des emprunts obligataires publics sur l'investissement privé dans les pays de l'UEMOA », *Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 1 »* pp : 492 - 514.
- (18). Ghali K.H. (1998). *Public Investment and Private Capital Formation in A Vector-Error Correction Model of Growth*, 30, 837-844.
- (19). Ghassan, H. and Al Dehailan, S. (2009). "Does public investment determine private investment? A non Linear Cointegration Approach". 14th Annual Conference of the African Economic Society.
- (20). Ghura D. and Goodwin B. (2000). "Determinants of private investment: a cross-regional empirical investigation", *Taylor and Francis Journals*, 32, 14, 1819-1829.
- (21). Harbal, A., & Khihel, F. (2023). Impacts des Interactions entre investissements publics et investissements privés sur l'amélioration du climat des affaires au Maroc. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(2-1), 107-121. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7785936>
- (22). Johansen S. (1988). Statistical analysis of cointegration vectors. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 12, 231-255.
- (23). Keynes J.M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*, MacMillan, Londres, 472p.
- (24). Kollamparambil U. and Nicolaou M. (2011). Nature and Association of Public and Private Investment: Public Policy Implication for South Africa, *Journal of Economics and International Finance*, 3, 2, 98-108.
- (25). Kourad. H (2024). «L'investissement : un atout de l'attractivité et la compétitivité territoriales», *Revue Internationale du chercheur «Volume 5 : Numéro 1»* pp : 1045-1060
- (26). Kustepeli. Y. (2005). Effectiveness of Fiscal Spending: Crowding Out and/or Crowding in Levine, R. and Renelt D. (1992). A sensitivity Analysis of Cross-Country Growth Regression, *American Economic Review*, 82, 4, 942-963.
- (27). Loi N° 2013 / 004 du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun.
- (28). Mansouri B (2003). *Déséquilibres Financiers Publics, Investissement Privé et Croissance Économique au Maroc*, Réseau Thématique -Analyse Économique et Développement,

- (29). Mbodiam R. (2021). Les raisons d'investissement au Cameroun : Récupéré sur INVESTITIR AU CAMEROUN: www.investiraucameroun.com: (03/JUILLET/2021).
- (30). Musgrave R.A. (1959). *Theory of public finance*, New York, USA, McGraw Hill.
- (31). Odedokun, M.O (1997). *Relative Effect of Public versus Private Investment Spending on Economic efficiency and Growth in Developing Countries*, 29, 1325 -1336.
- (32). Olaniyan, A (2000). Microeconomic Determinants of domestic private investment in Nigeria. *Paper presented at the annual conference of the Nigerian Economic Society, Abuja, Nigeria*, 1, 2, 13-39.
- (33). Rehman H., Asghar N. and Azim P. (2011). Impact of Government Spending in Social Sectors on Economic Growth: A Case Study of Pakistan. *Journal Of Business & Economics*, 3, 2, 214-234.
- (34). Sims, C. A., (1980). *Macroeconomics and Reality*, *Econometrica*, 48, 1, 1-48.
- (35). Touna M., Kamgnia D., Ouédraogo J. et Zeufack A. (2002). Ajustement structurel et investissement privé en Afrique : Les cas du Cameroun, Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire, *les cahiers du SISERA*.
- (36). Voss G. M., (2002). Public and private investment in the United States and Canada, *Economic Modelling*, 19, 4, 641-664.
- (37). World Bank. (2022). World Development Indicators. World Bank
- (38). Zeufack A.G. (1996 a). *Investissement privé et ajustement en Afrique sub-saharienne: modélisations et estimations économétriques sur données de panel des secteurs manufacturiers du Cameroun et de la Côte-d'Ivoire*, thèse de Doctorat (Nouveau Régime) en Sciences économiques, juin 1996, Université d'Auvergne, Clermont 1 (CERDI).